

# **Turquie : l'enquête « Ergenekon » provoque l'émoi, des juristes la critiquent**

jeudi 15 janvier 2009, par [AFP](#)

**L'enquête en cours sur un présumé réseau accusé de vouloir renverser le gouvernement issu de la mouvance islamiste au pouvoir en Turquie est devenue un instrument pour museler l'opposition, ont affirmé des juristes turcs jeudi, au lendemain d'un nouveau coup de filet qui a provoqué l'émoi.**

« Nous sommes très inquiets à propos de l'enquête qui est pratiquement menée dans un esprit de vengeance » à l'égard des opposants au gouvernement, a déclaré le bâtonnier d'Istanbul Muammer Aydin au cours d'une conférence de presse.

« L'objectif (de l'enquête) est de créer une atmosphère de peur avec ces arrestations et d'intimider l'opinion publique », a-t-il estimé, demandant que l'enquête ouverte il y a plus d'un an soit bouclée le plus rapidement possible.

La colère de M<sup>e</sup> Aydin intervient au lendemain d'une quarantaine de nouvelles arrestations, dont deux généraux quatre étoiles à la retraite, dans le cadre de l'affaire « Ergenekon », prétendu réseau constitué en grande majorité de personnalités laïques.

Le groupe chercherait à renverser le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), au pouvoir depuis 2002.

Les arrestations ont donné lieu à une série de rencontres imprévues au sommet de l'Etat, dont une entre le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et le chef d'état-major, le général Ilker Basbug. Ce dernier a ensuite rencontré le président Abdullah Gül pour un entretien hebdomadaire.

Dans un communiqué laconique publié sur son site au terme des rencontres, l'état-major précise que son chef « a fait part au Premier ministre, puis au chef de l'Etat, de ses opinions et remarques au sujet des événements survenus hier » (mercredi).

Les principaux commandants de l'armée, qui a démis quatre gouvernements élus au cours des cinquante dernières années, ont eu une réunion de six heures mercredi soir après cette nouvelle vague d'arrestations qui a attisé les tensions entre laïcs et partisans du gouvernement.

Parmi les suspects interpellés figurent des universitaires, trois ex-généraux dont Tuncer Kilinç, ancien secrétaire général du Conseil national de sécurité, et plusieurs autres officiers, actifs ou à la retraite.

Ils étaient interrogés jeudi soir à Istanbul par des procureurs qui pourraient décider de les inculper.

Le président de la Cour d'appel Hasan Gerçeker a de son côté appelé, à l'issue d'une réunion des principaux magistrats de son institution, à ce que « tout soit conforme à la justice et aux lois ».

L'appartement à Ankara de l'ancien procureur de la Cour de cassation, Sabih Kanadoğlu, fervent défenseur de la laïcité et personnalité hautement respectée par les juristes, a également été fouillé, mais celui-ci n'a pas été interpellé.

Le chef de l'opposition au Parlement, Deniz Baykal, a dénoncé mercredi « une dictature péroniste » du gouvernement, affirmant que la république était en danger.

Nombreux sont ceux qui pensent que l'AKP se sert de cette enquête pour prendre sa revanche sur ses opposants politiques.

Mais le ministre de la justice Mehmet Ali Sahin a démenti ces accusations, évoquant « une enquête purement juridique et non politique ».

Le procès de 86 personnes - officiers à la retraite, journalistes, hommes politiques et figures de la pègre- accusées d'avoir voulu déstabiliser le pays par des actions violentes afin de préparer le terrain à un coup d'Etat militaire a débuté en octobre près d'Istanbul avec des audiences quasi-quotidiennes.